

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique  
et solidaire

### Projet d'arrêté approuvant le schéma national des données sur le milieu marin

#### Versions de travail

Version	initiée	Suites données
V 0.2	AFB	DEB : lors de la réunion des chefs de bureau du 30 septembre 2017 -Restructuration des chapîtres, précisons gouvernance (suites stage IRA G. Touati),
V0.3	DEB :	AFB : commentaires corps arrêté revue technique annexe
V0.4	DEB	DEB suite réunion ATAP : - Eléments de chapitrage juridiques, - introduction d'une notice – reprise des visas idem arrêté critères et méthodes DSF  Intégration à venir Elements techniques métiers avec ATAP et suites revue technique AFB amendements Emilie (point 25/01)
V0.4bis	DEB	Suite atelier urbanisation SIMM du 31/01/2018 ; - précisions sur notion de référentiels ((6.5, le SAR,, et le 4.) - lien avec Copil PDS et mandats des coordinateurs et pilotes scientifiques + version expurgée de commentaires inutiles ou rajouts de

		commentaires explicatifs pour le CoTechSIMM du 8 février)
V0.6	AFB	Version sans l'annexe (le SNDMM lui même)
V0.7	DEB	Suppression d'une partie des visas pour simplification (notamment conventions de mer, directives, etc.) ; suppression des commentaires sur le contenu des articles du code de l'environnement ; raccourcissement de la notice ; modification de l'article 2 (révision du SNDMM) ; suppression de l'article 3 (services en réseau).
V0.8	DEB	Précisions concernant l'article 2
V0.9	DEB	Version soumise aux instances consultatives

## **Arrêté du jj/mm/aaaa approuvant le schéma national des données sur le milieu marin**

NOR : [...]

**Publics concernés :** *État et ses établissements publics, collectivités territoriales, entreprises, bureaux d'études, associations.*

**Objet :** *Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R131-34 du code de l'environnement.*

**Entrée en vigueur :** *Ce texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

**Notice :** *L'article R131-34 du code de l'environnement prévoit la mise en place d'un système d'information sur le milieu marin. Ce système d'information vise à fédérer, valoriser et diffuser largement, d'une façon fiable, coordonnée et interopérable, l'ensemble des données produites par les services de l'État mais aussi par les secteurs de la recherche, des entreprises, des collectivités, des administrations dès lors qu'elles concernent l'état des écosystèmes marins, leurs usages, les pressions et les réponses. Il renforce également l'objectif national de réponse aux exigences de la directive Inspire en matière d'interopérabilité des données géographiques.*

*L'existence du système d'information sur le milieu marin est conditionnée par l'approbation de son outil de mise en œuvre qu'est le schéma national des données sur le milieu marin. Ce schéma précise notamment :*

- *le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin, et leur organisation en systèmes d'information métiers ;*
- *la composition du référentiel technique, et ses modalités d'approbation ;*
- *la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le Service d'Administration des Référentiels marins, SAR) ;*
- *les principes de mise à disposition des informations ;*
- *la gouvernance du dispositif.*

**Références :** *décret n° 2016-1842 du 26 décembre 2016 relatif à l'Agence française pour la biodiversité, directive 2008/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin ; directive 2014/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 établissant un cadre pour la planification de l'espace maritime, code de l'environnement, loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et notamment son article 113 ; décret 2017-65 du 24 janvier et notamment son article 2.*

**Le ministre de la transition écologique et solidaire,**

Vu la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1er mars 2005 relative à la Charte de l'environnement, notamment son article 7 ;

Vu la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) ;

Vu la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus le 25 juin 1998, publiée par le décret n°2002-1187 du 12 septembre 2002 ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.124-1 à L. 124-8, L127-1 à L. 127-9, R. 131-34 et D. 133-24 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L. 300-4, L. 311-5, L. 311-6 et L. 321-2 ;

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, notamment son article 16 ;

Vu la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;

Vu le décret n°2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ;

Vu la proposition du directeur général de l'Agence française pour la biodiversité ;

Vu l'avis du conseil scientifique de l'Agence française pour la biodiversité ;

Vu l'avis des ministres chargés de la mer, des pêches maritimes et de la santé ;

Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature du XXX ;

Vu l'avis du Conseil national de la mer et des littoraux du XXX ;

Vu l'avis du Conseil national de la biodiversité du XXX ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau du XXX ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le schéma national des données sur le milieu marin mentionné à l'article R131-34 du code de l'environnement, et annexé au présent arrêté, est approuvé.

## **Article 2**

Le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité peut proposer une révision du schéma national des données sur le milieu marin selon les modalités prévues à l'article R131-34 du code de l'environnement.

L'Agence française pour la biodiversité procède à un réexamen de ce schéma au minimum tous les six ans.

## **Article 3**

Le directeur de l'eau et de la biodiversité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Le ministre de la transition écologique  
et solidaire,

Pour le ministre et par délégation,